

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS27/43
14 janvier 1999

(99-0150)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – RÉGIME APPLICABLE À L'IMPORTATION, À LA VENTE ET À LA DISTRIBUTION DES BANANES

Recours des États-Unis à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 14 janvier 1999, adressée par la Mission permanente des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 22:2 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord)*, les États-Unis demandent à l'Organe de règlement des différends (ORD) l'autorisation de suspendre, à l'égard des Communautés européennes (CE) et de leurs États membres, l'application de concessions et d'obligations connexes au titre de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT)* portant sur des échanges d'un montant de 520 millions de dollars EU. Ce niveau de suspension est équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages revenant aux États-Unis qui résulte du fait que les CE n'ont pas mis leur régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes (régime applicable aux bananes) en conformité, pour le 1^{er} janvier 1999, avec le *GATT* et l'*Accord général sur le commerce des services (AGCS)* ni respecté autrement les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire *CE – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*.

Les CE n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD

Le 8 mai 1996, l'ORD, à la demande de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Honduras et du Mexique, a établi un groupe spécial chargé d'examiner le régime communautaire applicable aux bananes. Dans ce différend, aussi bien le Groupe spécial que l'Organe d'appel ont constaté que le régime communautaire applicable aux bananes constituait une violation du *GATT* et de l'*AGCS*. Le 25 septembre 1997, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par l'Organe d'appel. Les recommandations et décisions de l'ORD qui en découlent comprennent, entre autres, la recommandation selon laquelle les CE devaient mettre les mesures qui avaient été jugées incompatibles avec le *GATT* et l'*AGCS* en conformité avec les obligations découlant pour elles de ces accords (WT/DS27/AB/R, paragraphe 257; WT/DS27/R, paragraphe 9.2). Un arbitre désigné par l'OMC a par la suite déterminé que le "délai raisonnable" ménagé aux CE pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD arriverait à expiration le 1^{er} janvier 1999.

Le 20 juillet 1998, les Ministres de l'agriculture du Conseil des CE ont formellement approuvé les modifications du régime applicable aux bananes et, le 28 juillet, ces modifications ont été publiées au *Journal officiel* des CE (Règlement (CE) n° 1637/98; "Règlement n° 1637"). Le 31 octobre 1998, la Commission européenne a publié des dispositions d'application additionnelles concernant l'administration des licences d'importation applicables aux bananes (Règlement (CE) n° 2362/98; "Règlement n° 2362"). Les Règlements n° 1637 et 2362 ont pris effet le 1^{er} janvier 1999.

Ils perpétuent les aspects discriminatoires du régime communautaire applicable aux bananes jugés incompatibles avec les accords de l'OMC dans les recommandations et décisions de l'ORD. Ces modifications n'ont donc pas permis de mettre le régime communautaire applicable aux bananes en conformité avec les obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC dans le délai raisonnable, comme l'exigeaient les recommandations et décisions de l'ORD, perpétuant ainsi l'annulation ou la réduction d'avantages résultant directement et indirectement pour les États-Unis du *GATT* et de l'*AGCS* dont l'existence a été établie par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans ce différend. Les États-Unis sont par conséquent en droit d'obtenir réparation au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord.

Recours des États-Unis à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord

L'article 22:1 du Mémorandum d'accord dispose que la "mise en œuvre intégrale" des recommandations et décisions de l'ORD est la conclusion préférée pour un différend. Dans le cas où il n'y a pas mise en œuvre dans le "délai raisonnable" fixé, les parties à un différend peuvent essayer de négocier une compensation mutuellement acceptable, si la partie ayant eu gain de cause le demande, ou la partie ayant eu gain de cause peut être autorisée par l'ORD à suspendre des concessions et des obligations. L'article 22:2 du Mémorandum d'accord prévoit que, dans les 20 jours suivant la date à laquelle le "délai raisonnable" est venu à expiration, une partie ayant eu gain de cause peut demander à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard de la partie qui n'a pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, l'application de concessions et d'obligations. Conformément à l'article 22:6, l'ORD doit accorder cette autorisation dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai, à moins qu'il existe un consensus en vue de rejeter la demande. Si la partie qui n'a pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD demande un arbitrage au sujet du niveau de la suspension proposée par la partie ayant eu gain de cause, la question doit être soumise à arbitrage au titre de l'article 22:6. Le texte du Mémorandum d'accord établit clairement que ces droits doivent être exercés dans les délais indiqués à l'article 22.

Le fait que les CE n'ont pas mis leur régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes en conformité avec le *GATT* et l'*AGCS* ni n'ont respecté autrement les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire, entraîne pour les États-Unis une perte d'exportations de 520 millions de dollars EU, y compris une perte d'exportations de biens et de services utilisés pour la production de bananes latino-américaines destinées au marché européen et un manque à gagner pour les fournisseurs de services des États-Unis en ce qui concerne la distribution et la vente de bananes latino-américaines sur le marché européen. Conformément au calendrier établi à l'article 22:2, les États-Unis demandent à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard des CE et de leurs États membres, l'application de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du *GATT* portant sur des échanges d'un montant de 520 millions de dollars EU.

Lorsqu'ils ont considéré les concessions à suspendre, les États-Unis ont appliqué les principes et procédures énoncés à l'article 22:3 du Mémorandum d'accord et ils présentent cette demande conformément à l'article 22:3 a). Comme l'exige l'article 22:4 du Mémorandum d'accord, le niveau de la suspension proposée est équivalent, sur une base annuelle, à l'annulation ou à la réduction d'avantages revenant aux États-Unis qui résulte du fait que les CE n'ont pas respecté les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis ont l'intention d'appliquer cette suspension de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du *GATT* en demandant à leur Administration des douanes d'imposer des droits supérieurs aux taux consolidés sur les produits énumérés dans la pièce jointe à la présente demande.

LISTE DES PRODUITS

L'imposition de droits majorés viserait les produits qui sont à la fois 1) classés dans les sous-positions du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDHEU) énumérées ci-après et 2) originaires des pays suivants: Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni ou Suède. Les désignations de produits ci-après sont données à toutes fins utiles et ne sauraient en aucune façon délimiter le champ des produits qui seraient soumis à des droits majorés.

N° du TDHEU	Désignation des produits
02.10 19 00	Viandes de l'espèce porcine, autres que jambons, épaules et poitrines (entrelardées) et leurs morceaux, salées ou en saumure, séchées ou fumées
04.06 90 57	Fromage Pecorino, fabriqué à partir du lait de brebis, en formes d'origine et ne convenant pas au râpage
19.05 30 00	Biscuits additionnés d'édulcorants; gaufres et gaufrettes
33.07 30 50	Préparations pour bains autres que sels de bain
34.06 00 00	Bougies, chandelles, cierges et articles similaires
39.20 20 00	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames non adhésives, en matières non alvéolaires, non renforcées ni associées à d'autres matières, en polymères du propylène
42.02 22 15	Sacs à main, même à bandoulière, ou sans poignée, à surface extérieure en feuilles de matières plastiques
42.02 32 10	Articles de poche ou de sac à main à surface extérieure en matières plastiques renforcées ou stratifiées
48.05 50 00	Papier et carton feutre, non couché ni enduit, en rouleaux ou en feuilles
48.19 20 00	Boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou carton non ondulé
49.09 00 40	Cartes imprimées (autres que les cartes postales) comportant des vœux ou des messages personnels, avec ou sans enveloppes, garnitures ou applications
49.11 91 20	Lithographies sur papier ou carton, d'une épaisseur n'excédant pas 0,51 mm, imprimées depuis 20 ans ou moins à la date de l'importation
61.10 10 10	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles similaires, y compris les sous-pulls, en bonneterie, entièrement en cachemire
63.02 21 90	Linge de lit, autre qu'en bonneterie, imprimé, de coton, autre que comportant de la broderie, de la dentelle, des tresses, des lisières, des garnitures, des passepoils ou des motifs d'application, non pelucheux
85.07 20 80	Accumulateurs électriques au plomb, autres que des types utilisés pour le démarrage des moteurs à piston ou du type utilisé comme source principale d'alimentation des véhicules électriques
85.16 71 00	Appareils électrothermiques pour la préparation du café ou du thé, pour usages domestiques
94.05 10 80	Lustres et autres appareils d'éclairage électriques à suspendre ou à fixer au plafond ou au mur (autres que ceux utilisés pour les espaces publics), autres qu'en métaux communs